

<https://www.pressegauche.org/Negociation-du-secteur-public-Des-travailleuses-et-des-travailleurs-des>



Négociation du secteur public
- Des travailleuses et des
travailleurs des services
publics, membres de la CSN,
occupent les bureaux du
Conseil du trésor

Date de mise en ligne : lundi 9 novembre 2020



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 9 nov. 2020 - Des employé-es du réseau de la santé et des services sociaux, de celui de l'éducation et des organismes gouvernementaux occupent ce matin les bureaux montréalais du Conseil du trésor. Alors que le gouvernement a convié les différents secteurs des fédérations du secteur public de la CSN à un blitz de négociation ce week-end, force est de constater que les vis-à-vis patronaux n'ont toujours pas en main les marges financières pour mettre en place les solutions nécessaires. « Nous sommes ici aujourd'hui pour dire à la présidente du Conseil du trésor que, pour rebâtir les services publics qui vivent une crise sans précédent, les ressources doivent être au rendez-vous. La volonté de négocier que vous avez exprimée au cours des derniers jours ne doit pas être une simple façade ; elle doit se traduire par des investissements importants », affirme Jacques Létourneau, président de la CSN.

Les militantes et les militants qui déploient cette action depuis 9 h 45 ce matin, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bureaux du Conseil du trésor, se font aujourd'hui les porte-parole de toutes celles et de tous ceux qui soutiennent la population au coeur de cette crise ; une crise qui, par ailleurs, existait déjà dans les réseaux publics bien avant la pandémie. « Pour qu'il n'y ait plus de pénurie de personnel dans nos réseaux, il faudra plus que des mercis en point de presse. Il doit y avoir de meilleures conditions de travail et de pratique et, pour y arriver, il faut s'attaquer sérieusement à la surcharge de travail qui est devenue insoutenable. Et ça prend aussi de meilleurs salaires, des augmentations significatives, particulièrement pour celles et ceux qui gagnent le moins », ajoute Jacques Létourneau.

Pour le président de la CSN, il est impératif que le gouvernement actuel fasse les choix qui s'imposent et donne un réel coup de barre pour relever les réseaux. « Nos services publics s'écroulent depuis trop longtemps. Aujourd'hui, on voit l'étendue des dégâts et c'est toute la population qui en souffre ». Il souligne que la raison principale invoquée par le gouvernement pour justifier les mesures de confinement actuelles, c'est justement la capacité affaiblie de réponse du système de santé, grandement hypothéqué par les compressions et les mesures d'austérité des dernières décennies. « M. Legault l'a dit à maintes reprises : nous sommes arrivés dans cette crise avec des réseaux fragilisés et c'est pourquoi il a dû, au cours des derniers mois, prendre des décisions qui, à leur tour, ébranlent l'ensemble du Québec. Je pense notamment aux bris de service en santé et services sociaux qui se multiplient, avec des interventions chirurgicales annulées ainsi que des suivis qui tardent. Je pense au réseau de l'éducation, dont les ressources humaines et financières sont étirées au maximum depuis des mois et qui montre des signes de plus en plus inquiétants d'épuisement généralisé. Je pense aussi à toutes les activités commerciales mises en suspens et les impacts que cela entraîne sur notre économie. »

Il est maintenant on ne peut plus clair pour la CSN que la situation du Québec serait tout autre avec des services publics solides, soutenus adéquatement par l'État. « Personne ne veut repasser à travers ce qu'on vit aujourd'hui. Le gouvernement doit agir dans le meilleur intérêt de la population en répondant aux besoins des travailleuses et des travailleurs des réseaux afin qu'elles et ils puissent soigner, instruire et accompagner décentement les Québécoises et les Québécois au quotidien », conclut Jacques Létourneau.